

Communiqué de presse

Dimanche 28 novembre 2010

Un vote clair en faveur de la concurrence fiscale

economiesuisse très satisfaite du rejet clair de l'initiative fiscale du PS par le peuple et les cantons

Les électeurs ont compris que l'initiative fiscale du PS aurait été dommageable pour la place économique suisse. Ils ont clairement refusé de restreindre le fédéralisme, accordant ainsi un soutien convaincu à la concurrence fiscale et à un environnement attrayant. economiesuisse est très satisfaite du refus de l'initiative par le peuple et les cantons.

Par ce vote, le peuple et les cantons ont montré qu'ils refusaient des hausses d'impôts inutiles et n'étaient pas prêts à négocier la souveraineté fiscale des cantons et des communes. L'acceptation de l'initiative fiscale du PS aurait fortement ébranlé le système fédéraliste de la Suisse. Cantons et communes auraient dû relever leurs impôts et céder d'importantes compétences fiscales à la Confédération. Il serait en outre devenu impossible d'abaisser les taux d'imposition au-dessous des seuils définis. Les électeurs ont opposé un refus net à ce projet. Le peuple et les cantons ont exprimé leur soutien au fédéralisme financier helvétique, qui marie l'autonomie cantonale et une concurrence fiscale efficace. La concurrence intercantonale oblige l'État à utiliser les deniers publics avec parcimonie et à optimiser constamment le rapport prix-prestations, ce qui renforce la place économique suisse. Selon Gerold Bührer, président d'economiesuisse, « le refus clair de l'initiative fiscale du PS est un vote en faveur d'une place économique et fiscale compétitive ».

Le modèle de politique financière et fiscale helvétique, couronné de succès, s'appuie sur les cinq piliers que sont la concurrence fiscale, le frein à l'endettement, le référendum financier, la participation des citoyens aux décisions et la péréquation financière. En comparaison internationale, ce modèle favorise un environnement fiscal attrayant et des finances publiques saines. Ce sont des avantages décisifs pour la place économique suisse. Ces atouts doivent être préservés par la réalisation de réformes anticipant les évolutions à venir. « economiesuisse demande d'accélérer les travaux en vue de la réforme de la fiscalité des entreprises, projet discuté depuis un certain temps et qui renforcerait la place économique, et d'étendre le frein à l'endettement aux assurances sociales », a déclaré Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse.

Pour toutes questions :

Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : 078 781 82 39

cristina.gaggini@economiesuisse.ch